



Les licenciements économiques

LOIRE-ATLANTIQUE

Situation au 31/12/2011

Document mensuel



Libre de diffusion sous réserve de mention de la source « Pôle emploi Pays de la Loire »

LES LICENCIÉS ÉCONOMIQUES AU COURS DU MOIS

En décembre 2011, **343** demandeurs d'emploi ont été inscrits pour motif licenciement économique. Ce nombre est en baisse de **9,3%** par rapport à décembre 2010. Les licenciés avec dispositif représentent **58,6%** de l'ensemble et affichent une hausse de **2%**.

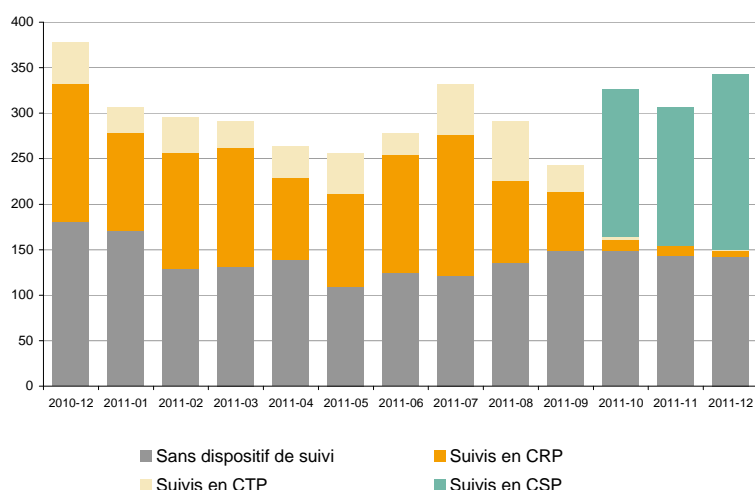
En tendance (moyenne mobile sur 3 mois), le nombre de licenciés économiques progresse nettement, après une longue période de baisse. Depuis septembre 2011, la valeur moyenne mensuelle se maintenait mais elle repart à la hausse en décembre 2011 (**325** licenciements).

En un an, **3 532** personnes ont été inscrites pour ce motif sur le département de la Loire-Atlantique (soit une baisse de **26,9%**).

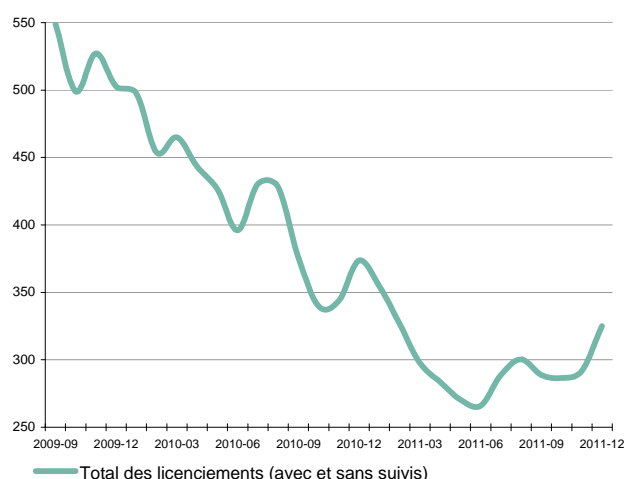
SOMMAIRE

- 1 Les licenciés économiques
- 2-3 Leurs caractéristiques socio démographiques
La DEFM avec dispositif

Les inscriptions suite à licenciement économique



Moyenne mobile sur 3 mois



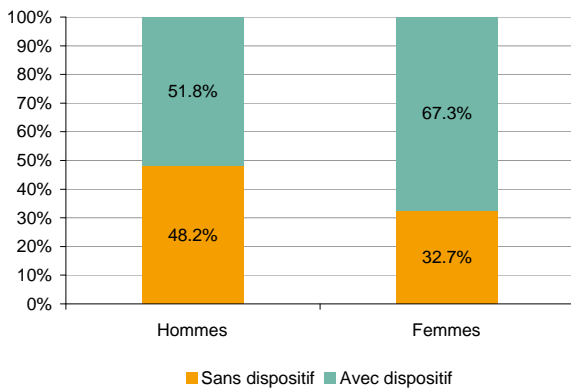
		Licenciés économiques	dont sans dispositif de suivi	%	dont avec dispositif de suivi	%	dont CRP	dont CTP	dont CSP
Valeur mensuelle	déc-11	343	142	41.4%	201	58.6%	7	1	193
	déc-10	378	181	47.9%	197	52.1%	151	46	
Evolution		-9.3%	-21.5%		2.0%		-95.4%	-97.8%	
Cumul sur 3 mois	déc-11	975	435	44.6%	540	55.4%	29	4	507
	déc-10	1 121	557	49.7%	564	50.3%	423	141	
Evolution		-13.0%	-21.9%		-4.3%		-93.1%	-97.2%	
Cumul sur 12 mois	déc-11	3 532	1 643	46.5%	1 889	53.5%	1 030	352	507
	déc-10	4 831	2 542	52.6%	2 289	47.4%	2 049	240	
Evolution		-26.9%	-35.4%		-17.5%		-49.7%	46.7%	

Source Persee

Information méthodologique : Sont comptabilisés comme licenciés économiques au cours du mois, les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie 4, motif CRP (20), CTP (31), ou CSP (34), ainsi que les personnes inscrites en catégorie 1, 2 ou 3 pour motif licenciement économique (11).

LES CARACTERISTIQUES SOCIO DEMOGRAPHIQUES DES LICENCIES ECONOMIQUES

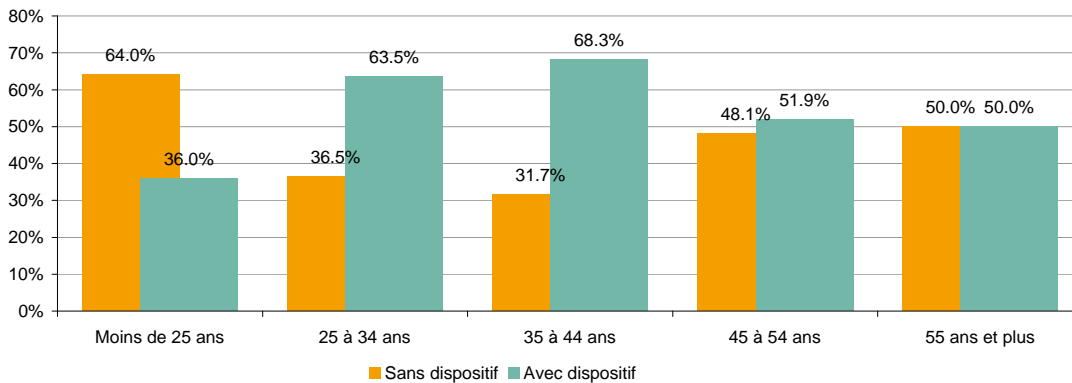
Répartition par sexe



En décembre 2011, la proportion des femmes licenciées économiques avec un dispositif est plus importante (**67,3%**). Celle des hommes est quasi identique qu'ils aient adhéré ou non à un dispositif.

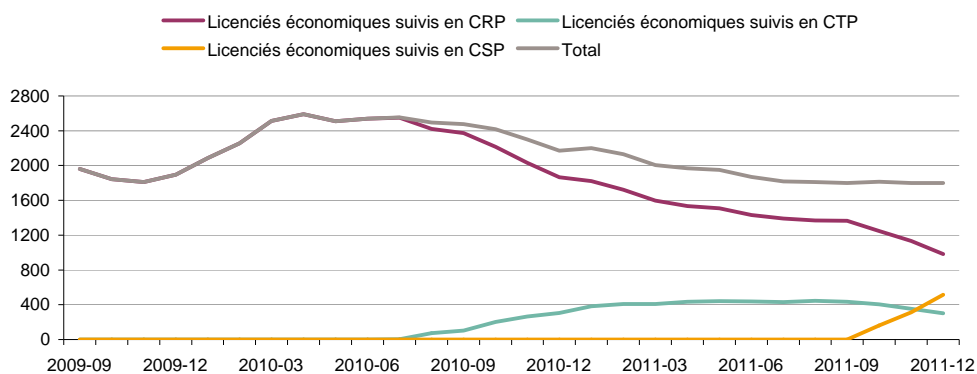
Un fort pourcentage des tranches d'âge 25 à 54 ans adhère à un dispositif (de **51,9%** à **68,3%**). A contrario, les tranches d'âge moins de 25 ans sont, pour une part importante, sans dispositif (**64%**).

Répartition par tranche d'âge



LA DEMANDE D'EMPLOI FIN DE MOIS AVEC DISPOSITIFS DE SUIVI (Cat. D)

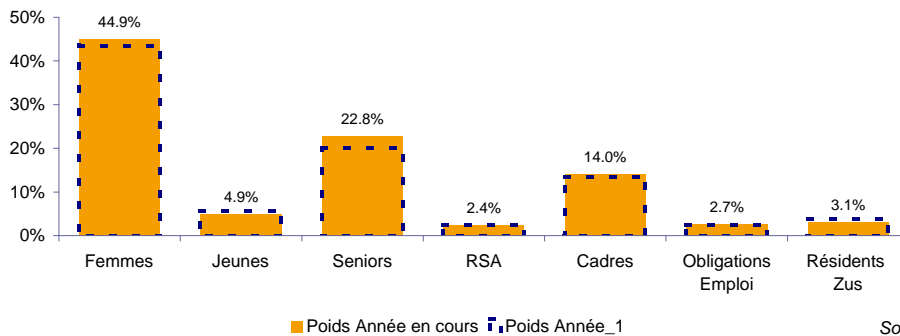
Evolution des DEFM



	déc-09	déc-10		déc-11	
	DEFM	DEFM	Evolution annuelle	DEFM	Evolution annuelle
Licenciés économiques suivis	1 896	2 170	14.5%	1 799	-17.1%
dont CRP	1 896	1 864	-1.7%	982	-47.3%
dont CTP		306		302	-1.3%
dont CSP				515	

	déc-10		déc-11		Evolution annuelle
	DEFM	Poids	DEFM	Poids	
Femmes	943	43.5%	808	44.9%	-14.3%
Moins de 25 ans	124	5.7%	89	4.9%	-28.2%
50 ans et plus	435	20.0%	411	22.8%	-5.5%
Revenus de Solidarité Active	54	2.5%	43	2.4%	-20.4%
Cadres	292	13.5%	252	14.0%	-13.7%
Obligations d'emploi	53	2.4%	49	2.7%	-7.5%
Résidents Zone Urbaine Sensible	83	3.8%	55	3.1%	-33.7%

N.C. : données non communiquées en raison du secret statistique (données < à 5).



Dispositif de la Convention de Reclassement Personnalisé (CRP) :

Le salarié bénéficiant d'une CRP perçoit une allocation spécifique (ASR) : pendant les 12 premiers mois, l'allocation correspond à 80 % du salaire de référence. Les salariés qui ont moins de 2 ans d'ancienneté peuvent bénéficier du dispositif de reclassement, mais avec une indemnisation moindre (l'ASR). La convention du 19 février 2009 relative à la CRP est entrée en application le 1er avril 2009 jusqu'au 31 août 2011.

Dispositif du Contrat de Transition Professionnelle (CTP) :

Mis en place à titre expérimental dans certains bassins d'emplois, le CTP s'adresse aux salariés dont le licenciement économique est envisagé dans une entreprise non soumise à l'obligation de proposer un congé de reclassement. Pendant la durée de ce contrat (maximum 12 mois), et en dehors des périodes durant lesquelles il exerce une activité rémunérée, le titulaire du CTP perçoit une « allocation de transition professionnelle » égale à 80 % du salaire brut moyen perçu au cours des 12 mois précédant la conclusion du CTP.

Ce dispositif prend fin au 31 août 2011.

Dispositif du Contrat de Sécurisation Professionnelle (CSP) :

Le dispositif du contrat de Sécurisation Professionnelle s'applique aux procédures de licenciement économique engagées à compter du 1er septembre 2011.

Il concerne tous les salariés visés par une procédure de licenciement économique qui totalisent au moins 4 mois d'affiliation à l'assurance chômage sur les 28 derniers mois pour les personnes de moins de 50 ans, ou 36 derniers mois pour les personnes de plus de 50 ans.

Le CSP concerne les entreprises de moins de 1000 salariés et les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (quel que soit le nombre de salariés) qui ont engagé une procédure de licenciement économique.

Le bénéficiaire du CSP perçoit une allocation de sécurisation professionnelle (ASP).

Son montant est fixé à 80% du salaire journalier de référence. Il ne peut être inférieur au montant que le salarié aurait perçu si l'ARE lui avait été versée durant cette période.

Ce dispositif prend la suite du dispositif du CTP et de celui de la CRP.

Situation à l'issue des dispositifs

Catégorie A : Demandeur d'emploi sans activité réduite

Catégorie B et C : Demandeur d'emploi avec activité réduite

Catégorie D : Demandeur d'emploi en formation

Catégorie E : Demandeur d'emploi en emploi (contrat aidé, créateur d'entreprise)

Sortie du dispositif : Demandeur d'emploi non inscrit

DEFM : Demande d'Emploi Fin de Mois

Obligation d'Emploi : Demandeur d'emploi bénéficiant de l'obligation d'emploi instituée par l'article L.323-1 du Code du travail : les travailleurs reconnus handicapés par la CDAPH, les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, les titulaires d'une pension d'invalidité, etc.